

La famille

pignons verts au lieu d'importer des émissions violentes des États-Unis. Il nous coûterait cher de produire des émissions canadiennes qui refléteraient nos valeurs bien à nous.

Anne... *La maison aux pignons verts* est une excellente émission qui connaît une très large diffusion.

J'espère que nous aurons d'autres émissions de ce genre au Canada, mais cela coûte cher. La principale source d'émissions canadiennes, Radio-Canada, a dû réduire sa programmation canadienne. Les autres réseaux produisent très peu d'émissions canadiennes. CTV, le réseau privé anglophone, ne produit pratiquement aucune comédie ni aucun spectacle canadiens. Bien entendu, cette société veut réaliser des profits. Elle peut le faire en important des spectacles américains relativement peu coûteux où la violence est à l'honneur. Elle peut se permettre d'importer ces spectacles au lieu de les réaliser elle-même. Nous devons examiner la situation économique de la télédiffusion. Si nous voulons trouver des solutions, nous devons améliorer nos règles contre la violence. Je constate que l'Association canadienne des radiodiffuseurs est à élaborer des lignes directrices sur la violence. Elles ne sont ni assez rigoureuses ni suffisantes. Elles doivent être perfectionnées. Il faut faire adopter des règlements sur la teneur canadienne qui seront satisfaisants et fermes. Nous avons besoin d'une bonne télévision publique qu'il faudra financer.

• (1730)

Je constate, madame la Présidente, que mon temps de parole est sur le point d'expirer. En terminant, je voudrais féliciter le député et lui dire que j'approuve l'objet de sa motion, mais nous devons étudier la situation économique de la radiodiffusion comme partie de la solution. Il n'y a aucune solution facile. Je partage ses idées. Nous devons chercher des solutions et examiner comment nous gérons notre propre réseau de radiodiffusion si nous voulons avoir une politique en matière de télédiffusion qui sache soutenir effectivement la famille canadienne.

[Français]

Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame la Présidente, j'apprécie grandement aujourd'hui l'occasion qui m'est donnée de discuter de la motion présentée par mon collègue de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse) puisque cela va me permettre de reprendre et de développer les observations au sujet de la famille qui étaient contenues dans le dernier discours du Trône. Dans ce discours, madame la Présidente, Son Excellence le Gouverneur général faisait remarquer que le gouvernement est bien déterminé à soutenir cette institution fondamentale qu'est la famille.

Parce que le bien-être de la famille canadienne est vu comme un préalable essentiel au bien-être du Canada, les transformations qui se produisent actuellement dans la structure et dans les attentes de la famille exigent une attention de tous les instants de notre part.

Pour la vaste majorité des Canadiens, la famille est l'institution qui a le plus d'influence sur l'éducation et la socialisation de l'enfant. Pour la plupart aussi, et cela heureusement, cette influence se traduit par le bon développement physique, affectif et intellectuel des membres durant toutes les étapes de la vie

et une famille en bonne santé favorisera toujours le bien-être physique et psychologique de ses membres.

Il est indéniable que les tensions que vit la famille canadienne ont donné naissance au cours des dernières décennies à de nouvelles structures familiales comme le montre le nombre de familles monoparentales ou celui des familles reconstituées qui vont toujours en augmentant.

Les faits de plus en plus nombreux qui prouvent l'existence de la violence envers les enfants, les personnes âgées et les femmes de même que d'autres problèmes intrafamiliaux démontrent que les tensions ont eu des répercussions énormes sur les capacités d'adaptation et de fonctionnement de la famille. Heureusement, la plupart des familles ont montré la force et la souplesse nécessaires pour répondre à ces problèmes. Mais certaines ont besoin d'aide dans les moments de stress pour continuer à s'adapter et c'est à elles que les gouvernements ont la responsabilité particulière d'assurer des formes de soutien qui sont appropriées à leurs nouveaux besoins.

J'aimerais parler de deux réalisations pour illustrer ce qui se fait actuellement pour soutenir la famille. La première est une étude menée à Montréal et subventionnée par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. L'étude portait sur un programme d'enrichissement de la famille et a donné des résultats intéressants puisqu'elle a permis de montrer que le fait de consolider les capacités d'adaptation dans le cadre familial a des avantages d'ordre préventif. L'étude a montré qu'on ne naît pas parent. Les techniques d'éducation des enfants peuvent être enseignées et devraient l'être, et ces techniques fondamentales qui permettent de résoudre des problèmes peuvent s'appliquer dans maintes situations. L'étude a également montré que le fait d'intervenir et de renseigner rapidement réduit la nécessité d'un traitement ultérieur pour atténuer les effets dévastateurs et durables de la rupture de la famille.

Le deuxième exemple que je veux apporter est le résultat du travail de la direction de la promotion de la santé au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Il s'agit d'un programme unique en son genre qui s'intitule: «Passport familial», qui a pour but d'inciter les membres de la famille à faire ensemble diverses activités qui ont trait à la santé et au bien-être du groupe familial. Le programme a été mis à l'essai sur le terrain, les résultats sont très encourageants et le travail de mise au point se poursuivra l'année prochaine.

Au sujet du gouvernement, on a souvent dit qu'il risque de poser les mauvaises questions, d'obtenir les mauvaises réponses et d'agir en conséquence quand il cherche à régler un problème. Moi je dis que ce n'est pas forcément le cas. Je crois au contraire que plus il y a de collaboration et de concertation, surtout en ce qui a trait au bien-être de la société, moins il y a de chance que ces erreurs se produisent. Il est évident aussi que, dans un climat de solide participation, le secteur gouvernemental et le secteur non gouvernemental peuvent réaliser une alliance puissante afin d'accomplir ce que ni l'un ni l'autre ne serait capable d'accomplir seul. C'est exactement ce que le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, a fait à divers égards pour soutenir le mariage et la famille.